



Association for Farming Systems
Research-Extension

15th International Symposium

29 November - 4 December 1998
Pretoria, South Africa

PROCEEDINGS

VOLUME 2

RURAL LIVELIHOODS, EMPOWERMENT
AND THE ENVIRONMENT

GOING BEYOND THE FARM BOUNDARY

Dominique Rollin (Cirad), Olivier Parat (AFDI) and Guillaume Randriamampita (Ministère de la Coopération)

Le CROS : mise en place d'un organe de concertation entre les acteurs du développement dans le Sud Ouest malgache

CROS : Setting up an organ of dialogue between the agents of development in the Southwest of Madagascar

PSO BP 561
Tuléar 601
Madagascar

Résumé

Le Sud Ouest de Madagascar est resté pendant longtemps une région isolée. Les producteurs (analphabètes à 80%) ont particulièrement souffert du manque de formation et de difficultés de communication avec les autres acteurs du développement. Dans ce contexte, avec une offre atomisée, ne comptant pas leurs coûts de production, les agriculteurs sont souvent amenés à vendre à perte pour le plus grand profit des acteurs de l'aval des filières. Depuis 1994, au sein du CROS (Comité Régional d'Orientation du Sud Ouest), les producteurs s'assoient à la même table que les pouvoirs publics (administration et recherche), les opérateurs économiques (agro-industries, établissement financier, exportateurs), les collectivités décentralisées et les bailleurs de fonds organisés en cinq collèges. Le CROS est présidé par un producteur. Des contrats ou des conventions entre membres du CROS ou avec des partenaires extérieurs sont négociés pendant ou à la suite des sessions du CROS qui ont lieu deux fois par an. Cela peut aller des conditions de location vente de matériel agricole à la résolution des problèmes hydrauliques d'un périmètre ou au paiement à la qualité des exportations de pois du Cap. Cette communication voudrait faire le point sur les atouts et les contraintes d'une démarche originale dans laquelle la recherche ne peut être absente.

Mots clés : *Madagascar, Sud Ouest, concertation, organisation des producteurs, développement régional, programmation de la recherche.*

Summary

The Southwest of Madagascar has long been an isolated region. Farmers in particular (80% of whom are illiterate) have suffered from a lack of training, and from difficulties relating communication with agents of development. In this context, with price offers which are generally fragmented and which do not include production costs, farmers often have no choice but to sell their produce at a loss for the greater profit of the agents of support channels. Since 1994, within CROS (Comité Régional d'Orientation du Sud Ouest¹), farmers have been treated on a par with the authorities (administration and research), economic administrators (the agro-industries, financial institutions, exporters), decentralised organisations and sponsors, which are organised into five schools. CROS is chaired by a farmer. Contracts or agreements between members of CROS or with external partners are negotiated during, or following, sessions of CROS which take place biannually. These may range from conditions of hire-purchase farming equipment to the resolution of hydraulic problems in an area or to compensation for the quality of pea exports to the Cape. The aim of this paper is to pinpoint the advantages and disadvantages of an original approach of which research forms an integral part.

1 Comité Régional d'Orientation du Sud Ouest (CROS) = Regional Orientation Committee of the Southwest.

Keywords : *Madagascar, Southwest, dialogue, farmers' organisation, regional development, research planning.*

1.Introduction : pourquoi ce sujet ?

Isolé, non formé, sous informé, le producteur du Sud Ouest malgache connaît beaucoup de difficultés pour améliorer (voire même stabiliser) son système de production et valoriser correctement les produits de son exploitation. Les possibilités d'amélioration de son outil de production, et de transmission d'un système viable à sa descendance demeurent très fragiles. De nombreux problèmes de relation de l'exploitation à son environnement physique, économique, humain ne sont jamais étudiés, négociés, concertés. Les politiques de développement agricole, les orientations de la recherche sont élaborées par des techniciens qui n'ont pas d'interlocuteurs avec qui ils peuvent tester leurs idées. Les opérateurs économiques (collecteurs, exportateurs, agro-industries) déplorent l'absence de fiabilité du comportement des producteurs. Ils en profitent souvent pour imposer des conditions excessives (prix d'achat, délais de paiement, conditions d'enlèvement...) pour les producteurs qui, fréquemment, ne recouvrent même pas les coûts de production. Récemment dotées de budgets autonomes, les collectivités décentralisées sont désarmées lorsqu'il faut planifier des améliorations des infrastructures ou du cadre de la production et des échanges. Les producteurs ne savent pas à qui s'adresser pour résoudre leurs problèmes. C'est en partant de ce constat d'une absence de communication et de concertation entre les différents acteurs du développement que dans le cadre du Projet de Développement Régional du Sud Ouest (appelé plus communément PSO cf. description rapide en annexe), un Comité Régional d'Orientation et de Suivi (CROS) a été mis en place et se réunit régulièrement pour débattre des options de développement du Sud Ouest.

2. Le milieu : Le Sud Ouest région oubliée cf. carte (Rollin, 1996)

Eloigné de la capitale (près de 1000km par la route), le Sud Ouest n'a jamais été une région de développement prioritaire. Tous les rapports des responsables administratifs qui ont eu à gérer cette région depuis 100 ans déplorent le peu de cas qui était fait de leurs requêtes et les faibles moyens qui étaient mis à leur disposition.

Les bilans réalisés dans les années 1980 (Hoerner, 1986 - PNUD, 1991) font état d'infrastructures peu nombreuses et en mauvais état notamment pour ce qui concerne l'éducation, la santé, l'énergie, l'eau potable, les communications, les routes, les transports... Avec des taux de scolarisation très faibles (inférieurs à 50% dès qu'on s'éloigne des grands axes, les parents préfèrent envoyer leurs enfants garder les zébus), l'analphabétisme varie de 70 à 95% selon les classes d'âge (INS, 1996). Le producteur du Sud Ouest vit dans un petit monde dans lequel les traditions dominent et les informations extérieures ont du mal à parvenir. Il est complexé par son manque d'instruction quand il faut discuter avec des techniciens ou négocier avec des opérateurs. Son comportement par rapport à l'Etat présente de nombreux paradoxes : après l'expérience socialiste de la 2^{ème} république, il attend tout du pouvoir central (administration des prix, des réseaux hydro-agricoles, des approvisionnements, de la commercialisation, de la résolution des problèmes phytosanitaires, de la sécurité des personnes et des biens) sans vraiment croire à une efficacité de son intervention.

De l'indépendance (1960) jusqu'à ces dernières années, la recherche agronomique a également oublié le Sud Ouest : à Tuléar, un chercheur avait mandat pour tout et, finalement ne pouvait s'occuper de rien. Dans certains cas caricaturaux, les chercheurs, basés à Tananarive, envoyaient protocoles et matériel par taxi brousse et récupéraient par le même moyen les résultats de leur expérimentation.

Le Sud Ouest région difficile

Ce n'est pas sans raison que le Sud Ouest est resté pendant longtemps une région oubliée. Du point de vue physique, le Sud Ouest est considéré avec raison comme une région à risque climatique élevé. La pluviométrie est faible (de moins de 400mm à 800 mm), présentant une forte variabilité dans l'espace et dans le temps (Salomon, 1987).

Pour ce qui concerne les sols, la région est dominée par des sables roux fragiles présentant une susceptibilité forte à l'érosion lors de leur mise en culture.

Du point de vue humain, la population est composée par une mosaïque ethnique obtenue par une importance particulière des migrations. Terre d'accueil lors des sécheresses dans le Sud ou lorsque les cultivateurs des Hautes Terres se sentent à l'étroit dans leurs terroirs saturés, terre de départ ou terre de transit à d'autres époques, la région a toujours connu d'importants mouvements de population. Il est également important de noter la force de la tradition et des phénomènes de pression sociale ainsi que le faible niveau d'organisation des producteurs.

3. Questions posées par le développement régional

Augmentation et Sécurisation des productions : une des premières questions posées par les décideurs réfléchissant au développement de la région est d'assurer une production de façon durable. Cette production ne peut être obtenue qu'avec des systèmes de cultures performants résolvant les questions

- de semis précoce pour bénéficier au maximum de l'eau qui tombe,
- de compétition avec les adventices qui ne manquent pas de se développer dès que les pluies sont bien réparties
- d'insectes qui peuvent compromettre la production (Rollin et Razafintsalama, 1998).

Cela nécessite un environnement favorable pour l'approvisionnement (matériel agricole, magasins d'intrants) et pour le crédit. Une grande partie des systèmes actuels est basée sur une agriculture extensive avec défriche de la forêt. Ces systèmes performants économiquement du point de vue de rentabilité de la journée de travail ne peuvent exister que tant qu'il y a des forêts à brûler. Dans le contexte climatique actuel, les forêts ne peuvent se reconstituer. La mise au point concertée (recherche, politique agricole, opérateurs, producteurs) de systèmes de culture stabilisés est donc prioritaire.

Valorisation des productions : le maïs, le manioc, le riz, l'arachide, les différentes légumineuses sont cultivées à la fois pour la vente et pour l'autoconsommation. Le coton est exclusivement destiné à la vente. Il ne sert à rien de produire pour la vente si cette production n'est pas valorisée de façon à couvrir les coûts et à payer le travail. Les producteurs ont traditionnellement des besoins d'argent importants pendant la période qui suit la récolte de la saison pluviale (cérémonies coutumières, remboursement d'emprunts sur le marché informel...). A ce moment là, les cours s'effondrent et les producteurs se présentant isolés face aux collecteurs sont contraints d'accepter des prix qui, souvent, ne correspondent ni à un cours du produit sur le marché national ou mondial ni à une prise en compte des coûts de production (Escande, 1995). Il devient prioritaire de valoriser la production par des négociations avec les opérateurs économiques (collecteurs, agro-industries) et grâce au stockage à la diffusion d'information sur les prix.

Représentation des producteurs : dans un contexte humain marqué par le manque d'information, la tradition et la diversité ethnique, les questions de cohésion et de représentation des producteurs avec prise de responsabilité collective sont fondamentales. Les pressions sociales empêchant l'émergence de leaders, les questions foncières (Basserie, 1995) sont des freins puissants aux possibilités d'organisation des producteurs et de structuration du milieu. Les actions de formation, information, échange (Sud-Sud ou Sud-Nord) sur du long terme s'avèrent nécessaires pour avoir des producteurs responsables et représentatifs de l'ensemble de la profession, reconnus par les autres interlocuteurs du développement régional.

Connaissance du milieu : les statistiques sont unanimement reconnues comme peu fiables. Il en résulte une méconnaissance générale des phénomènes (surfaces cultivées, productions, érosion, déforestation...) et de leur évolution gênant fortement la programmation d'action de développement. La mise au point d'outils, utilisables par les différents acteurs qui peuvent vérifier à leur niveau la cohérence des données et améliorer progressivement leur fiabilité s'avère donc indispensable.

4. Une réponse à ces problèmes : la mise en place d'un organe de concertation entre les acteurs du développement dans le Sud Ouest malgache, le CROS.

Dans la convention de financement du PSO signée par le Ministère malgache de l'Agriculture et du Développement rural et le Ministère Français de la Coopération, il est stipulé que la maîtrise d'ouvrage des actions sera assurée par le comité d'orientation et de suivi du projet. Le CROS a donc été créé par arrêté ministériel (n°4840/94 de décembre 1994) qui fixait son mandat :

- faire des propositions en matière de politique de développement dans les 4 Fivondronana (anciennes sous-préfectures) d'intervention du Projet;
- orienter et suivre les actions menées dans ces zones par le Projet.

Le CROS a donc été mis en place pour assurer le pilotage du PSO mais il est également prévu qu'il peut émettre des propositions en terme de développement, que la mise en œuvre de celles-ci relève ou non du PSO. L'arrêté prévoit également que le CROS peut, à la demande de leurs promoteurs, se prononcer sur d'autres programmes menés dans la région.

Le CROS est composé de :

- 6 représentants des producteurs de la zone ;
- 3 représentants des opérateurs économiques (1 transporteur, 1 exportateur, 1 agro-industriel) ;
- 3 représentants des pouvoirs publics (2 du Ministère de l'Agriculture, 1 de la recherche agronomique nationale, le Fofifa) ;
- 3 représentants des collectivités locales (Faritany correspondant aux anciennes provinces et Fivondronana en attendant la mise en place effective de structures décentralisées) ;
- 3 représentants des bailleurs de fonds ;

il est présidé par un paysan.

Pour réaliser son programme, le CROS reçoit une subvention de la Mission française de Coopération octroyée sur la base du programme de travail soumis par le PSO. Cette subvention est gérée par la cellule de pilotage du PSO qui est constituée d'un fonctionnaire et de deux cadres malgaches, de trois assistants techniques chargés de favoriser la mise en œuvre d'actions techniques et/ou organisationnelles.

La mise en place d'un Comité Régional, présidé par un producteur est particulièrement intéressante. En effet, les sessions semestrielles doivent se préparer aux niveaux des villages, dans les comités de zones (réunion mensuelle de représentants des producteurs dans les 5 zones définies par le PSO), entre les différentes zones... L'existence même du CROS est ainsi à l'origine d'un processus de réflexion, d'auto-animation du milieu, d'échanges, de prise de confiance en eux des producteurs et finalement d'une dynamique intrinsèque d'organisation de la société civile. Les actions de formations et d'information, le développement des échanges entre paysans, l'appui à l'organisation de rencontres et de négociations avec les opérateurs... sont mises au service de cette dynamique (Randriamampita, 1997).

5. Les réalisations :

Depuis sa création le CROS s'est réuni de manière semestrielle, soit déjà 7 fois. A la réunion proprement dite s'ajoutent deux journées de visites de terrain auxquelles un large public est invité.

Les thèmes traités au cours des différentes sessions tout comme la préparation de celles-ci ont beaucoup évolué au cours des dernières années. Si au début les débats concernaient presque exclusivement l'examen du programme de travail du Projet, il est vite apparu que bon nombre de préoccupations des paysans ne pouvaient être résolues dans le cadre trop restreint du PSO. Aussi, progressivement, les thèmes abordés au cours des sessions ont conduit soit à demander des interventions externes, soit à mettre en place des commissions spécifiques, soit à conclure que les solutions étaient à rechercher dans un autre cadre.

Parmi les principales décisions prises à l'occasion de sessions du CROS, on peut citer :

- La demande d'extension des activités d'une institution financière (Vola Mahasoa) dans la région de Tuléar. Alors qu'aucun volet crédit n'était prévu dans le cadre du projet, le PSO a, à la demande du CROS, financé cette extension. Le CROS a, par la suite, demandé à Vola Mahasoa de venir siéger aux sessions en tant qu'institution financière.
- La mise en place d'opérations de location vente sur le matériel agricole avec l'engagement tenu des producteurs de tout mettre en œuvre pour favoriser les recouvrements.
- La programmation et le suivi de recherches sur les systèmes de culture (semis direct et couverture permanente du sol, problèmes phytosanitaires et d'enherbement).
- La décision de promouvoir un dialogue entre les producteurs et les opérateurs, dialogue amorcé au sein du CROS et repris par la suite. C'est par exemple au niveau du CROS que les collègues ont pu prendre les premiers engagements aux niveaux de la commercialisation ou de l'organisation de la filière coton.
- La mise en place d'une filière d'approvisionnement (intrants, matériel, semences) comprenant un réseau de boutiquiers privés et l'installation d'un grossiste à Tuléar, la mise en place d'un établissement semencier... ces différents échelons bénéficiant d'un appui financier du CROS.
- Le lancement et le développement des activités d'alphabétisation grâce à la création et au soutien d'un opérateur spécialisé (APEL).

Les commissions spécifiques créées au cours de sessions du CROS ont fonctionné de manière inégale mais ont cependant permis des avancées significatives. Elles permettent à des représentants des différents collègues intéressés de travailler ensemble.

- **La commission commercialisation** a été le lieu de rencontre entre les producteurs et les acheteurs. Elle a permis d'élaborer des contrats de commercialisation entre opérateurs (exportateurs, transformateurs) et producteurs, de discuter sur les mécanismes de fixation des prix, de programmer et de faire effectuer par les exportateurs des formations sur la qualité des produits. Le dialogue récemment amorcé entre les producteurs et la société cotonnière poursuivra également son évolution dans ce cadre.
- **La commission finance** s'est réunie à plusieurs reprises et s'est fixé comme tâche première de favoriser la concertation entre partenaires. Dans un premier temps elle a élaboré des fiches de présentation des intervenants et proposé la mise en place de bulletins d'informations périodiques au niveau des zones. Elle prévoit par la suite de travailler sur la sécurisation des crédits.
- **La commission semence** s'est réunie de manière semestrielle. Elle est à l'origine de la proposition de mise en place de l'établissement semencier et du schéma d'une filière régionale de production de semences.
- Récemment, il a été décidé de mettre en place une **commission éducation/ alphabétisation** et un atelier de travail sur **l'information et la communication**.

Grâce à la négociation, à la concertation et à la contractualisation, le paysage environnant la production a été modifié : conventions avec les organismes existants sur des thèmes jugés prioritaires, actions favorisant la venue d'organismes extérieurs, contribution ou création de toute pièce de maillons nécessaires à la production et manquant encore dans le paysage (cf. schéma 1).

6. Evolution du CROS :

Des difficultés observées : si le CROS a pour une large part rempli son mandat en matière de maîtrise d'ouvrage du PSO et de concertation, son fonctionnement a également fait apparaître certaines difficultés.

- La zone de compétence du CROS se réduit au 4 fivondronana au sein desquels le PSO intervient (cf. carte). Ces limites ne correspondent à aucune entité administrative globale et posent les problèmes de non-correspondance avec les zones d'intervention des autres projets, des services administratifs et techniques ou des différentes instances de concertation mises récemment en place au niveau de Tuléar dans le cadre de différents programmes.
- Depuis sa création, le CROS a été sollicité pour remplir de nombreuses fonctions : tutelle du PSO, Comité de Pilotage, maîtrise d'ouvrage d'opérations de développement, mise en œuvre de crédits, plate forme de concertation voire de débats animés, expression du collège des producteurs, prise d'engagement des collègues, production d'éléments de politiques agricoles régionales, présentation de

partenaires... Cela s'explique historiquement par le fait qu'il n'existait pas à Tuléar de structure organisée permettant de remplir ces fonctions et que le CROS s'est avéré être un espace aux contours suffisamment souples pour permettre d'accueillir ces offices. Après trois années de travail il semble cependant important de faire des choix sur les fonctions à remplir.

- Les producteurs se sentent à l'étroit et revendiquent d'être mieux perçus. Persuadés du bien fondé de leur engagement et de leur légitimité, les paysans ont peu à peu pris conscience de la nécessité de se fédérer de manière plus formelle pour ne pas donner prise aux critiques.

Vers une « maison des paysans » (le nom devra être malgache et reste encore à trouver) : si les représentants des producteurs au niveau des zones ont déjà réalisé un travail important (animations, formations, élections) pour améliorer leur légitimité et leur représentativité, il existe des formes d'organisations avec lesquelles les liens sont encore insuffisants. Par ailleurs, d'autres structures à vocation locale ou régionale n'ont pas encore vu le jour ou sont en cours de maturation (organisations par filière, syndicats, groupes de progrès...).

Il convient donc d'accompagner cette structuration sur des bases techniques, économiques, syndicales... en fédérant ce qui existe plutôt qu'en suscitant un nouveau type de représentation globale au niveau régional. Mieux vaut partir de quelque chose d'imparfait, mais qui a le mérite d'exister et tenter de l'enrichir.

Le CROS devrait donc évoluer vers une « maison des paysans », structure de type « chambre d'agriculture » (cf. schéma2) avec ses fonctions de concertation, de consultation et d'intervention. Elle fédérerait les organisations professionnelles de la région Sud-Ouest (cotonniers, éleveurs, AUE =Associations d'Usagers de l'Eau ...) qui garderaient cependant leur existence et leur indépendance.

La Maison des Paysans posséderait essentiellement des fonctions de concertation, consultations et mettrait en œuvre quelques interventions.

La **concertation** doit permettre d'aboutir à un programme d'action validé par les pouvoirs publics et les autorités locales, concertés avec les autres partenaires et ayant reçu l'aval et le soutien des bailleurs. Cette concertation doit avoir lieu à différents niveaux. Les paysans invitent les partenaires à participer à leurs sessions semestrielles au cours desquelles :

- ils exposent les problèmes de la profession et proposent des solutions ;
- d'autres problèmes sont soulevés par d'autres partenaires ;
- des solutions sont proposées, débattues, confrontées ;
- un programme d'action est élaboré ; des modes opératoires pour leur mise en œuvre décidés.

La Maison des Paysans peut et doit être **consultée** pour recueillir l'avis de la profession agricole sur des questions intéressant le monde rural. Elle donne un avis sur les différents programmes régionaux concernant les paysans et dont la mise en œuvre ne relève pas d'elle.

Les **interventions** peuvent porter sur :

- l'animation/ conseil auprès d'individus ou d'organisations (gestion, expérimentation, échanges...) ;
- la mise en œuvre (maîtrise d'ouvrage) d'actions spécifiques réalisées dans le cadre de contractualisation avec un opérateur spécialisé, public ou privé (alphabétisation, recherche, approvisionnement, statistiques...).

Conclusions : Lors de la deuxième réunion du CROS, en juin 1995, le Ministre de l'Agriculture siégeait en personne à une réunion présidée par un producteur. Il s'agissait d'une grande première à Madagascar montrant les possibilités d'évolution des relations entre partenaires du développement. Le chemin est encore long avant d'avoir des producteurs qui soient à la fois responsables, représentatifs et reconnus constituant le centre d'une interprofession maître des orientations nécessaires à son développement mais cette modification du paysage environnant la production agricole du Sud Ouest malgache constitue d'ores et déjà une innovation institutionnelle pleine de promesses. L'accompagnement de

ce processus reste un véritable défi scientifique pour la recherche qui doit participer à l'analyse des systèmes (culture, production, agraire), des articulations entre partenaires et continuer à proposer des alternatives pour la mise en valeur de ces milieux difficiles.

Conclusion : The second meeting of CROS in June 1995, chaired by a farmer, was attended personally by the Minister of Agriculture. This was unprecedented in Madagascar and highlighted the possibilities for the development of relations between the various partners of development. There is still a long way to go along the road of development before farmers become simultaneously responsible, representative and accepted, and constitute the centre of an interprofession which controls the routes necessary to its development. This modification to the milieu surrounding farming in the Southwest of Madagascar already represents an institutional innovation which holds much promise. The results of this process remain a veritable scientific challenge for research, which must be involved in the analysis of systems (cultural, production, agrarian), and of discussions among partners, and which must continue to offer alternatives for the development of these difficult areas.

Annexe: Présentation rapide du Projet Sud-Ouest (d'après Randriamampita, 1997)

Cette annexe a pour objet de présenter très brièvement les activités du PSO, en donnant une idée des activités menées, des modes opératoires et des enjeux régionaux.

Le PSO a été initié en 1994 et résulte de la signature d'une convention de financement entre les Etats français et malgache.

Intervenant dans le Sud-Ouest du pays, il a pour objectif la professionnalisation de l'agriculture régionale et l'optimisation de la gestion des ressources naturelles. Il s'agit de coordonner et amplifier des actions novatrices au niveau :

- de la conservation des niveaux de fertilité des sols et de la préservation des ressources naturelles de la région menacées par des pratiques culturales ne tenant pas compte du moyen / long terme (production de charbon de bois, culture de maïs sur brûlis, travaux culturaux laissant le sol nu au moment des pluies, feux de brousse...);
- de la diversification des cultures pour sécuriser les producteurs, rationaliser l'utilisation de l'espace rural et améliorer les revenus ;
- de la professionnalisation et de la structuration du milieu paysan qui, au-delà des augmentations de production et de revenus, permettra le désengagement de l'Etat et le transfert de certaines responsabilités et charges aux producteurs et constituera véritablement un travail de développement.

Ces objectifs globaux ont été déclinés selon deux approches :

- en terme de filière, il s'agit de structurer des filières qui soient à la fois productives (des marges sont possibles), équitables (au sens des répartitions des marges) et durables (au sens agro-écologique et économique) ;
- en terme de problématique, il s'agit de mettre en œuvre des actions relatives (i) à la place des paysans dans le processus de développement (utiliser les espaces de dialogue et de concertation, formations et informations...), (ii) à l'amélioration de l'environnement de la production (approvisionnement, financement du monde rural, mise en marché des produits), (iii) à une meilleure gestion du risque (climatique, environnemental, sur la production...).

Le CIRAD² et l'AFDI³ prennent une part active dans la conduite du Projet. L'implication de l'AFDI présente un

2 le Centre de coopération Internationale en Recherche agronomique pour le Développement est un établissement public intervenant au travers d'un dispositif de plusieurs centaines de chercheurs présents dans une cinquantaine de pays.

3 l'AFDI, Agriculteurs Français et Développement International, est une association émanant des Organisations Professionnelles

caractère novateur puisque au-delà de son implication dans la réalisation d'un programme, c'est l'établissement de liens durables entre sociétés civiles du Nord et du Sud qui est recherché.

La stratégie de conduite des activités est liée au caractère "biodégradable" du Projet, au rôle de catalyseur qu'il souhaite jouer dans le développement régional, au travail de fond qu'il entend également mener directement avec la base. Les actions sont menées avec des modes opératoires assez différents :

- sous-traitances de certains programmes sous forme de contractualisation avec un partenaire à vocation pérenne.
- travail de fond avec les producteurs, considérés individuellement ou regroupés, pour mûrir et mettre en œuvre une réflexion de développement.
- dans un souci de pérennisation également, travail d'animation auprès des différentes formes de représentation qui se mettent en place.

Bibliographie

Basserie V., 1995 : *Contribution à l'étude socio-foncière du Sud Ouest de Madagascar* ; CNEARC- ENESAD - PSO; Dijon ; 66 p. + annexes

Escande C., 1995 : *Etude des réseaux commerciaux et de la formation des prix des produits agricoles dans le Sud Ouest de Madagascar* ; CNEARC - PSO ; Montpellier ; 75 p. + annexes.

Hoerner J.N., 1986 : *Géographie Régionale du Sud Ouest de Madagascar* ; éd. AGM ; Tananarive, 188p

INS (Institut National de la Statistique), 1996 : *Recensement général de la population et de l'habitat 1993* ; Volume 1, Tome 5 ; Tananarive ; INS.

Morat P. 1973 : *Les savanes du Sud Ouest de Madagascar* ; Paris ; Mémoire ORSTOM n°68 ; 235p.

PNUD, 1991 : *Régions et Développement, Faritany de Tuléar* ; PNUD Mag 89/018 ; Tananarive ; 272 p.

Randriamampita G., Rollin D., 1995 : *Le Projet de Développement Régional du Sud Ouest de Madagascar une approche originale*. Communication à l'atelier régional sur la recherche participative dans l'Océan Indien ; La Réunion 11/1995 ; 5 p.

Randriamampita G., 1997 : *Le Projet Sud Ouest et l'ajustement structurel*. Document interne PSO Tuléar, 25p.

Rollin D., 1996 : *Les possibilités d'amélioration des systèmes de culture dans le Sud Ouest de Madagascar*. A paraître dans Agriculture et Développement

Rollin D., Razafintsalama H., 1998 : *Du semis direct (agriculture extensive sur défriche) au semis direct (avec couverture permanente du sol), éléments pour une évolution des systèmes de culture dans le Sud Ouest*. Communication au séminaire « gestion agrobiologique des sols Antsirabe » ; Tuléar ; 10 p.

Salomon J.N. 1987 : *Le Sud Ouest de Madagascar* ; Université d'Aix Marseille ; 998p.

Agricoles françaises (APCA -Association permanente des Chambres d'Agriculture, CNJA -Centre National des Jeunes Agriculteurs, CNMCCA -Caisse Nationale de la Mutualité du Crédit et de la Coopération Agricole- et FNSEA -Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles). Elle a pour objectif le développement des partenariats entre agriculteurs notamment au travers des échanges paysans.

chéma n°2 FUTUR CROS :

LA MAISON DES PAYSANS (Région Atsimo Andrefana)

Fonctions

